



MACRON : DU SANG ET DES LARMES... POUR LA CLASSE OUVRIÈRE

Mercredi 5 mars, Macron a agité la menace que les chars russes pourraient envahir la France à tout moment et qu'il fallait donc faire exploser les budgets militaires. Vraiment ? L'armée de Poutine, qui agresse et affronte le peuple ukrainien depuis trois ans au prix de centaines de milliers de morts des deux côtés, essaye de se tailler, au mépris des peuples, une zone tampon autour de ses frontières : elle n'en est pas à se porter demain aux portes de l'Allemagne ou de la France ! Sous prétexte de renforcer « nos » armées et augmenter « nos » budgets militaires, Macron a annoncé pour les jours à venir de « nouveaux choix budgétaires ». Traduire : tailler à coups de tronçonneuse dans les budgets de la santé, de l'éducation, de la culture...

11 mars 2025, Gustave Roussy

UNE ARMÉE POUR SOUTENIR LE PEUPLE UKRAINIEN ? MENSONGE !

L'armée française pour défendre la liberté des peuples ? Les peuples qui ont eu affaire à elle, en particulier dans les anciennes colonies, avant et après leur indépendance, sont témoins de la brutalité avec laquelle elle a toujours défendu leurs oppresseurs ! Qui peut croire un seul instant que Macron, le soutien du génocidaire Netanyahu, celui qui a interdit les manifestations de soutien au peuple palestinien, celui qui a réprimé violemment les manifestations de Gilets jaunes, se soucie un seul instant de la « liberté du peuple ukrainien » ? En réalité, comme Trump, il veut s'assurer pour le compte des entreprises françaises une part du gâteau dans le pillage des ressources en minéraux ukrainiens.

POUR LES TRAVAILLEURS, LA GUERRE SOCIALE

Pour l'heure, l'économie de guerre annoncée signifie pour les travailleurs une accentuation de la guerre sociale. Le président du Medef, Patrick Martin, évoque même la possibilité d'augmenter à long terme l'âge de départ à la retraite à 70 ans pour « financer la défense ». Ce sont toujours les mêmes qui trinquent : les travailleurs et travailleuses, tandis que les cours en bourse d'entreprises militaires comme Thales et Dassault prennent de la valeur. Macron n'a aucun problème à proposer d'augmenter les dépenses militaires de 2 à 3,5 % du PIB français. Les déficits ne sont plus un problème pour financer les marchands de mort. Et concernant la guerre commerciale lancée par Trump, Macron a averti : « Cette décision [...] aura des conséquences dans certaines filières. »

Autrement dit : préparez-vous à de nouveaux licenciements, à de nouvelles hausses de prix !

LA FRONTIÈRE, C'EST AVEC NOS PATRONS !

Après cette allocution, les responsables politiques de gauche comme d'extrême droite ont affiché leur satisfaction, en expliquant qu'il était nécessaire de produire plus d'armes pour défendre les frontières. Eh bien non, l'armée des exploitants français ne défend pas les travailleurs. Notre classe n'a pas de patrie, la seule frontière qui vaille, c'est celle qui nous sépare de nos patrons et du gouvernement à leur service.

Heureusement, au vu du large succès des mobilisations du 8 mars samedi dernier et des mobilisations étudiantes dans les facs, on constate que les réactions aux politiques réactionnaires et austéritaires existent et qu'elles illustrent la capacité à mettre un stop à cette politique du tout pour la guerre.

Ni ici, ni en Ukraine, ni en Russie, ni aux États-Unis, les travailleurs et travailleuses n'ont quelque chose à attendre des décideurs au service des capitalistes. Face à cette fuite en avant militariste, les travailleurs et travailleuses doivent se battre contre la seule « menace » réelle pour eux : celle de cette société capitaliste, qui mène à toujours plus de guerre et d'exploitation !

Non à l'augmentation des budgets militaires !

Non à l'union nationale derrière Macron !

TROPIQUE D'UNICANCER

La fédération Unicancer d'Outre Mer a lancé un appel au volontariat afin de combler les manques de médecins, pharmaciens et radiologues dans les services d'oncologie des hôpitaux d'outre mer. Que ce soit en Guadeloupe, en Polynésie ou à la Réunion, la pénurie de spécialistes entraîne des retards de dépistage, de traitement et donc des pertes de chances dramatiques pour les patients. Sans parler de l'évident manque de moyens financiers pour les départements concernés, la pénurie de médecins dans ces zones soulève aussi les effets pervers du fonctionnement de la recherche et de la compétition d'attractivité entre les CLCC. Un jeune oncologue souhaitant faire carrière, s'impliquer dans la recherche, réaliser des publications scientifiques et du tutorat ira dans un grand centre renommé. Les patients des zones reculées subissent de plein fouet ce « mercato » médical, qui accentue les effets du sous-investissement chronique de ces régions. Oui, il faut faire de la recherche pour faire avancer la science, mais pas au détriment de l'offre de soins que le simple appel au volontariat ne permet pas d'assurer.

LA FORMATION D'IDE, LE PARENT PAUVRE DE PARCOURSUP

En 2023, la formation d'IDE (infirmières diplômées d'Etat) restait la formation la plus demandée sur Parcoursup : plus d'1,3 million de candidatures pour seulement 29 287 places. Malgré cela, elles sont nombreuses à ne pas aller au bout. Les raisons? Pénibilité du travail, manque de reconnaissance, rémunération trop faible... autant de facteurs dont l'Etat a connaissance et pour lesquels rien n'est mis en place. Partout en France, c'est 60 000 postes d'infirmières qui sont vacants. Le constat n'est pas nouveau, depuis longtemps le gouvernement aurait pu augmenter le nombre de place en IFSI au vu du nombre de candidature. Mais ce n'est pas sa priorité.

MANIFESTATIONS DES PADHUE

Nos collègues médecins étrangers, les Padhue, ont entamé une grève de la faim mercredi dernier et ont manifesté samedi. Ils font tourner les services depuis des années, enchaînent les heures, et certains gagnent

moins que leurs collègues français. le gouvernement avait promis l'année dernière de régulariser leur situation. Aujourd'hui, la situation est la même, et même pire avec Retailleau qui a encore durci les conditions de régularisation. Et ce n'est pas une exception. De la femme de ménage au médecin, en passant par les attachés de recherche clinique et les infirmières, les directions hospitalières n'hésitent pas à embaucher nos collègues étrangers avec des contrats précaires et à leur faire enchaîner les CDD pendant des années.

LE « BERNARD TAPIS » DE LA SANTÉ DÉMISSIONNE

Bernard Bensaïd, président du groupe Avec qui gère la clinique mutualiste de Grenoble, a du présenter sa démission dans un contexte de grande difficultés économique pour le groupe. Il faut dire que monsieur Bensaïd est en ce moment pris dans les difficultés ! En effet, il est mis en examen depuis janvier 2023 pour « prise illégale d'intérêt » et « détournement de fonds publics » autour de versements douteux entre le groupe Avec et l'union mutualiste pour la gestion du Groupe hospitalier mutualiste de Grenoble (UMG-GHM). Au total : 4 millions euros de facturation entre l'Avec l'UMG-GHM et et un soupçon de détournement de fonds à hauteur, lui, de 6,4 millions d'euros ! Il n'y a pas à dire, la prédatation des rapaces capitalistes sur la santé se porte bien ! A nous de les faire reculer !

